

sa politique nouvelle, de la politique de conciliation et de paix poursuivie avec tant de tact et de dignité. En moins de quatre années, elle a donné plus de résultats pratiques que la politique de menaces en trente années.

A propos du voyage de M. Loubet, le Matin fait ces judicieuses réflexions : Non seulement nos rapports avec tous nos voisins sont empreints de la plus grande cordialité, mais un courant très marqué de sympathie s'est établi entre les autres peuples et le peuple français.

Les déclarations disparaisissent — est-ce que les Italiens, pendant longtemps, n'ont pas cru que nous rêvions un réajustement du pouvoir temporel du pape ? Des différends existant depuis un temps immémorial sont apaisés — témoin le récent accord anglo-français.

Jamais, au point de vue extérieur, la situation n'a été plus favorable, malgré les intempérances des agités qui, chez nous, voulaient nous persuader que l'étranger c'est l'ennemi. L'empressement dont la France est l'objet au dehors pour la peine d'être constatée. En effet, on nous avait répété à satiété que la France, par le seul fait qu'elle est en République, resterait toujours au ban des nations, vivrait à l'état de ces brebis galeuses dont tout le monde s'occupe.

Notons, par-dessus le marché, que, durant la longue période de trente-quatre ans qui s'est écoulée depuis 1870, nous avons évité la guerre. Le pays a pu travailler sans heurts, sans grosses secousses. Une fois, vers le commencement de la République, des monarchistes, des vénérables vestiges des monarchies disparues, nous ont menacés. Mais nous avons assez prouvé les pires calamités !

Vous voyez que nous avons joliment bien fait de briser le vieux moule et de nous gouverner nous-mêmes.

Arrivée de M. Loubet à Marseille

Marseille, 30 avril. — Les sénateurs s'étaient en vue, à une heure quarante-cinq, à l'île aux Annes, le croiseur « Marsouille », ayant à bord le président de la République, retour d'Italie.

Le croiseur marche très lentement. Lorsqu'il est arrivé à hauteur du cuirassé espagnol « Pelayo », envoyé spécialement par le gouvernement espagnol, il est salué par les salves réglementaires.

Après qu'il eut répondu à la demande, l'amiral espagnol a été reçu par M. Loubet à bord de la « Marsouille ».

A deux heures, le maire, le général commandant le 10e corps, les généraux Du Perron, Du Montzey, le commandant Jaurès, et le capitaine M. Leblanc, commandant de l'inscription maritime, montent sur une chaloupe et se portent au-devant de M. Loubet.

Le président leur offre une coupe de champagne. M. Loubet est radieux. Il exprime sa complète satisfaction de son voyage en Italie. Il salue la route de Marseille et en fait expliquer tous les détails. M. Loubet a ensuite un entretien avec le commandant Jaurès.

A cinq heures, M. Loubet quitte la « Marsouille ». Il prend place dans une chaloupe qui le conduit au débarcadère, où il est reçu par le préfet et les autorités civiles.

Le fils de ligne et deux escadrons de husards rendent les honneurs. Un train spécial magnifiquement décoré attend le président de la République qui y prend place à 5 h. 10.

A 5 h. 21 le train se met en marche pour Paris, aux acclamations d'une foule enthousiaste.

LE PREMIER-MAI EN RUSSIE

L'ETAT DE SIEGE EN POLOGNE

Posen, 30 avril. — Suivant le « Dziennik Poznanski », le gouvernement aurait l'intention, dans les premiers jours de mai, de proclamer l'état de siège à Varsovie, à Looz et dans les autres grandes villes de la Pologne russe. Des arrestations en masse ont déjà eu lieu, entre autres celle d'un Allemand, docteur en philosophie, considéré comme un émissaire socialiste.

Lancement d'un cuirassé

Brest, 30 avril. — Le grand cuirassé d'escadre « Démocratie ».

Brest, 30 avril. — Aujourd'hui a eu lieu à Brest le lancement du cuirassé « Démocratie ». Ce cuirassé, dont l'ordre de mise en chantier date du 5 avril 1902, est un des six cuirassés du programme de 1900 ; il n'est pas identique aux deux premiers du programme ; des modifications ont été introduites dans son armement depuis le commencement de ses travaux : les 18 pièces de 164 millimètres prévues au programme de 1900, il n'est plus que de 14 ; les 10 canons de 194.

Le cuirassé mesure 14,927 tonnes, avec 235 m. 80 de longueur, 24 m. 25 de largeur et 8 m. 38 de tirant d'eau.

La cuirasse a une épaisseur de 280 millimètres au centre, et 2 m. 30 de hauteur au-dessus de l'eau ; son pont cuirassé inférieure a 70 millimètres d'épaisseur aux parties inclinées et 50 aux parties horizontales ; le pont supérieur a une épaisseur de 60 millimètres.

Au-dessus de la ceinture cuirassée, la « Démocratie » porte un blindage mince de 64 millimètres atteignant 5 m. 20 de hauteur à l'avant.

L'armement comprend 4 canons de 305 millimètres.

limètres accouplés en deux tourelles ; 10 canons de 194 dont 6 en tourelles et 4 en réduit, 26 canons de 47 et 2 canons de 37, plus 5 tubes lance-torpilles dont 2 sous-marins.

La puissance maxima de ses machines est de 5,500 chevaux correspondant à une vitesse de 18 nœuds. Son rayon d'action avec un approvisionnement de 1,850 tonnes est de 8,290 milles à 10 nœuds et de 1,880 milles à la vitesse maxima.

Son effectif sera de 42 officiers et de 751 hommes d'équipage. Le cuirassé a été lancé avec succès, à 4 heures, dans le port de guerre, en présence d'une foule considérable.

Dans la tribune officielle avaient pris place l'amiral Mallarmé, préfet maritime, les amiraux Juhel, Forlin, de Bousquet, Réveillac, les généraux Grisol, commandant le 11e corps d'armée ; Frey, commandant la 3e division coloniale ; Gonard, Graeff, de La Geneste, Collignon, préfet du Finistère ; Tourrel, sous-préfet de Brest ; de Quercy, Isnardi, Mioasse, députés ; Datocheau, sénateur, etc. Après les opérations préliminaires, l'amiral Mallarmé donne l'ordre de la mise à l'eau.

Bienôt un cri d'enthousiasme se fait entendre et la Dée se peut reprendre l'offensive dans les flots, aux accents de la « Marsouille » et aux applaudissements de la foule.

Le lancement a parfaitement réussi. Le soir, à sept heures, l'amiral Mallarmé a offert un dîner de 45 couverts.

Les Allemands en Afrique

LA REVOLTE DES HERREROS

Berlin, 30 avril. — Les dépêches reçues du Sud-Ouest africain causent ici une impression pessimiste. La colonne du major Glisencapp a été très éprouvée, tant par les balles des ennemis que par la maladie. Le dernier engagement, car les noirs sont devenus très féroces, 4 officiers et 18 soldats blessés. Et l'on apprend que les deux tiers des officiers et des tiers des soldats sont morts de la fièvre typhoïde. En conséquence, la colonne est réduite à l'impuissance, elle ne pourra reprendre l'offensive que dans trois mois, à l'arrivée des renforts.

Les débris de la colonne ont établi un camp fortifié à Otjijana. Les hommes souffrent de la disette de vivres et du manque de vêtements chauds, car les nuits sont devenues très fraîches. Le gouverneur, colonel Leutwein, sera remplacé par le général Trotha.

L'Affaire Dreyfus

Paris, 30 avril. — M. Jacques Dhur a été entendu, ce matin, par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

M. Jacques Dhur, dont le nom avait été cité par Jaurès, lors de sa déposition devant la Cour, a confirmé ce fait que, pendant le conseil de guerre à Rennes, on avait accredité dans la masse des officiers de la garnison, une légende relative à l'existence d'un bordereau annoté par l'empereur d'Allemagne.

Le même témoin a fait une déclaration concernant l'expertise des graphologues sur le bordereau.

On est également entendu : MM. Avraud-Degere, secrétaire de la rédaction de « l'Intransigeant », sur les relations de M. de Valcarlos avec M. Daniel Cloutier, ancien rédacteur au même journal ; Joseph Reinach, sur certaines déclarations de M. Bernard Lazare.

La Fête du Travail en Espagne

Madrid, 30 avril. — Tous les journaux de Madrid publient un avis des ouvriers typographes et imprimeurs qui ont décidé de célébrer la fête du 1er mai en ne travaillant pas, de sorte qu'aucun journal ne paraîtra demain.

En province aussi, cette année, le 1er mai sera célébré par plus de réunions et d'autres démonstrations que dans les années précédentes. On a reçu des instructions pour ne pas tolérer les manifestations sur la voie publique.

MASSACRES DE NEGRES

Sydney, 30 avril. — Un gros scandale vient d'éclater en Australie, à l'occasion d'une explosion de répression que le gouvernement avait envoyée dans la Nouvelle-Guinée pour venger l'assassinat d'un missionnaire, le révérend Chalivert.

Il paraît que l'armée de l'expédition dans les îles des îles tribus accusées de l'assassinat offrit de fournir les témoignages nécessaires pour fixer les responsabilités et de punir eux-mêmes les coupables ou de les livrer aux autorités australiennes.

Le commandant de l'expédition ne voulait pas accepter ces offres et commença à massacrer les indigènes, hommes, femmes et enfants et à détruire les villages.

Le gouvernement du territoire, en faisant son rapport au sénat, dit qu'il est certain que les tribus coupables avaient été dispersées. L'expédition chargée de cette répression est la même qui est employée normalement pour disperser les noirs sur le continent australien.

D'après des témoignages qui paraissent absolument dignes de foi, les autorités australiennes ont organisé une campagne pour l'extermination de la race noire, en Australie.

Du moment qu'un fermier blanc accuse les noirs de son voisinage d'avoir volé un mouton ou un bœuf, une expédition est envoyée pour disperser les noirs du district. Or, disperser veut dire massacrer.

écrit aux journaux australiens portant des accusations très nettes et très détaillées. Il déclare qu'il a vu lui-même le massacre d'une tribu entière, — compris les femmes et les enfants.

Il ajoute qu'il est notoire qu'un officier de police ne peut obtenir de l'avancement qu'en exterminant les indigènes qu'il doit tenir tranquilles.

L'opinion publique en Australie est tellement hypnotisée par l'idée d'une Australie blanche, qu'elle accepte cette politique barbare contre les noirs avec indifférence et même approbation.

Faits Divers

HORS REGION

Une morte vivante

Drame dans un cimetière. — Deux vampires. — Romanesque aventure. — Une enterrée qui sort de son cercueil. — Tragique apparition.

Budapest, 30 avril. — Une demoiselle Frisch file d'un cultivateur d'Egeresek, était depuis longtemps malade ; elle entra dans un état d'immobilité complète qui fit croire à sa mort. Les parents, qui avaient beaucoup pleuré, la firent enterrer avec ses plus beaux vêtements et ses bijoux.

Le soir, vers neuf heures, le gardien du cimetière entendit frapper à la fenêtre de son logis. Il regarda et, avec effroi, il vit, devant lui, la jeune fille, enterrée dans l'après-midi ! Tandis qu'il restait frappé de stupeur, la jeune fille lui raconta qu'une subite douleur l'avait réveillée. Elle s'était aperçue alors qu'elle se trouvait dans un cercueil ouvert et que le sang coulait d'une de ses mains où elle éprouvait une vive souffrance. Cette main n'avait plus que deux doigts. Une échelle était dans le caveau et deux hommes remontaient avec précipitation. Elle sortit alors du cercueil, monta à son tour l'échelle et aperçut les deux individus qui sautaient par-dessus le mur du cimetière.

Les deux misérables étaient deux voleurs de bijoux. Ils lui avaient coupé les doigts qui portaient les bagues pour enlever celles-ci plus rapidement.

On ne sait sur leurs traces. Quant au gardien du cimetière, il a éprouvé une telle frayeur à l'apparition de cette morte vivante qu'il est tombé grièvement malade et qu'on craint pour sa raison.

Un écrivain cambrioleur

Vol au Salon de Paris. — Le maître voleur surpris et assommé. — Le voleur des musées de Lille, Douai, Valenciennes.

Paris, 30 avril. — Le Salon de la Société nationale des beaux-arts a reçu, la nuit dernière, la visite d'un étrange cambrioleur ; moitié psychologue, moitié voleur, cet individu qui se livre à des études et à des travaux très divers, a réussi à introduire dans une salle du Grand-Palais et à s'emparer d'un certain nombre d'objets d'art.

A une heure très avancée de la nuit, M. Chevalier, valet de la société, entendit un bruit de vitres brisées, provenant de la seule fenêtre 2. En hâte, il se rendit vers cet endroit et se trouva en présence d'un homme qui venait de fracturer une vitrine où se trouvaient exposés des objets d'art, d'origine massive et ciselée. Le voleur, sans remarquer le valet, se précipita vers la vitrine et enfonça le bouton dans ses poches. A la vue du gardien, il s'élança dans la salle nuptiale et réussit à ouvrir une fenêtre donnant sur les massifs des Champs-Élysées. Mais, à ce moment, le gardien lui asséna sur la tête un coup de bâton qui eut pour effet de l'étourdir. Lorsque, quelques instants après, il revint à lui, il réussit à tirer de sa poche un couteau à lame épaisse et s'en porta un violent coup dans la poitrine ; mais l'arme, renouant une coupe en vermeil dérobée quelques instants avant, s'ébrécha et ne pénétra pas.

Peu de temps après, des collègues de M. Chevalier accoururent pour lui prêter main-forte. Le cambrioleur put être enfin maîtrisé et conduit au poste des Champs-Élysées, où M. Chabot, commissaire de police, l'interrogea quelques heures. Le voleur, l'inculpé ne voulait rien répondre tout d'abord au magistrat.

Fouillé, il fut trouvé possesseur d'un couteau à cran d'arrêt, de coins en bois et en fer, de tout un matériel de cambrioleur, d'une lampe électrique, d'une corde à nouer qui lui eût servi à descendre dans les massifs du Grand-Palais.

Dans son portefeuille, on découvrit des papiers qui indiquent à reconstituer son identité.

C'est un nommé Marc Richard, âgé de trente-cinq ans, plus connu sous le pseudonyme de Marc Stéphane. Il a composé plusieurs ouvrages entre autres « Fleurs de Morphine » où il donne libre cours à ses idées fantaisistes et déréglées. Dans ses « Maximes et Pensées », notamment, il se pient à stupéfier son lecteur par cette phrase :

« Lorsque au lycée je me trouvais en récréation un professeur me demanda un jour quel fut le plus grand homme contemporain de Voltaire ; je lui répondis que c'était Mandrin ».

M. Chabot a opéré une perquisition dans l'appartement habité par Richard, avenue

d'Orléans. Le magistrat a dû faire part de la pénible mission qu'il devait accomplir à la jeune épouse de ce singulier collectionneur, qui est père d'une fille.

Dans le cabinet de travail de Marc Stéphane, on a trouvé des carnets artistiques, M. Chabot a trouvé un traité de chronologie, auquel il travaillait, paraît-il, assidûment. Une nombreuse clientèle venait fréquemment solliciter ses services.

Marc Richard a été envoyé au Dépôt sous la surveillance de deux inspecteurs qui ont pour mission de l'empêcher d'attenter à ses jours.

C'est un professionnel des vols dans les musées. Déjà il avait été arrêté, pour un fait analogue, en 1901.

Il avait volé dans plusieurs musées, notamment dans ceux de Valenciennes, Soissons, Dieppe, Lille, Douai et enfin de Compiègne, où il fut pris en flagrant délit au mois de juillet 1901.

Ajoutons que cet individu est un passionné de la morphine.

Double Suicide

Nancy, 30 avril. — Un jeune docteur attaché à l'asile d'aliénés de Mareville, près Nancy, M. Bichebois, âgé de vingt-huit ans, originaire de Saint-Mihiel, était allé jeudi soir assister à une réunion électorale où il avait pris la parole.

En sortant de la réunion, il croisa sa maîtresse, Mlle B., avec laquelle il avait projeté jadis de se marier. Il avait dû renoncer à ce projet en raison de l'opposition formée à ce projet par sa famille à cause du passé de la jeune femme, qui avait eu quelques déboires avec la justice.

Tous deux entrèrent à l'asile et, s'enfermant dans la chambre de l'interné, allumèrent un réchaud. Après avoir pris une injection de morphine, ils s'étendirent sur le lit, attendant la mort.

On les retrouva enlacés et sans vie, ce matin, vers huit heures.

Les Elections Municipales

DANS LA REGION

Avant le Scrutin

La période électorale est terminée. Déjà les bulletins sont prêts pour l'urne. Au cours de cette campagne, qui pour avoir été brève n'en a pas moins été virulente, nous nous sommes vus dégrader que nous nous voulions retenir et qui se traduit ainsi, dans tous les milieux républicains : il faut à tout prix faire échec à la réaction !

Mais comment les électeurs feront-ils échec à la réaction ? Comment se recomposent-ils dans la multiplicité des listes qui leur sont offertes et qui, toutes, s'intitulent républicaines ? Comment, enfin, distingueront-ils les vrais démocrates, soucieux du bien public, des candidats avides de pouvoir, soit pour leur profit personnel, soit dans l'intérêt d'une coterie ?

Le polémiste de ces derniers jours a apporté des indications utiles car, dégagée de ses enroulements et peut-être même de ses réticences, la liste la plus virulente a donné sa véritable caractéristique à chaque liste en présence.

Nous ne pouvons, ici, en le comprenant aisément, passer en revue toutes les communes de la région, mais nous pouvons prendre des références, par un examen impartial de la situation dans les principaux centres du Nord et du Pas-de-Calais, au moment où l'action de propagande va donner ses fruits.

A LILLE, quatre listes sont en présence : la liste du « Bloc républicain », la liste de la droite ; — la liste du parti socialiste révolutionnaire ; la liste de la triple coalition républicaine ; — Echo, Dépêche et Croix — et, enfin, la liste nationaliste, pompeusement dénommée de la « Patrie Française ».

Nos lecteurs, nos amis, tous les républicains qui ne veulent pas livrer l'Hôtel de Ville à la réaction, tous les socialistes qui ont quelque souci des intérêts véritables de la classe ouvrière, qui veulent s'affranchir d'une direction que l'intolérance et les exagérations des détenteurs actuels du pouvoir municipal ont rendu insupportable, voteront pour la liste « Bloc ».

Apporter des voix à l'ancien Parti Ouvrier Français, dont les succès furent si longtemps nos nôtres, serait, dans les circonstances présentes, une lourde faute sociale et une grosse erreur républicaine car, très documentée contre lui, par la complexité de fonctionnaires infidèles, la réaction ne lui a jusqu'aujourd'hui négocié ses coups qu'en prévision d'un second tour de scrutin.

Il faut donc voter, à Lille, pour la liste du Bloc qui représente les idées socialistes et politiques d'après lesquelles se déterminèrent les électeurs de 1896 et de 1900.

A ROUBAIX, la situation ne diffère pas sensiblement de celle de Lille. Là aussi quatre listes rivalisent.

M. Eugène Motte, appuyé de toute la calotte se cramponne à un mandat qu'il n'a arraché qu'occidentalement au loyalisme républicain et socialiste et par des procédés d'intimidation et de mensonge que nous avons trop souvent dénoncés et décriés pour qu'il nous soit besoin d'y revenir.

Contre ce marquis de Carabas du Capitalisme et de la grande industrie et contre ses mamelouks, le Parti Ouvrier Socialiste Roubaixien ayant à sa tête le citoyen Henri Carrette, un néo-parti radical et l'ancien Parti Ouvrier Français présentent chacun une liste.

L'effort de la réaction est formidable, mais si considérable soit-il et malgré les divisions malheureuses qui ont scindé l'armée ouvrière pendant un long temps, l'armée est invincible, nous comptons une éclatante revanche.

Les ouvriers voudront reprendre l'Hôtel de Ville qu'ils ont si coupablement abandonné au patronat et nul n'était certes mieux qualifié que Carrette pour les conduire à la victoire.

C'est pour Carrette qu'ils voteront.

A ARMENTIERES, M. Jules Dansette, tout en se tenant prudemment dans la coulisse, n'a rien négligé pour jeter l'indécision et le trouble dans les troupes de la démocratie. Mais les tentatives de ses sbires ou de ses soudoyés sont demeurées vaines. Républicains et socialistes ont formé « bloc » dès avant le premier tour de scrutin et leur liste sortira triomphante, ce soir, des urnes.

Il en ira de même à HOUPPELAINES où le Parti Ouvrier Français, plus soucieux de la politique des résultats que de la politique des « coups de tête » a imité les socialistes indépendants de Lille et d'Armentières en faisant une entente loyale avec le parti républicain.

Ainsi ont également agi les républicains et les socialistes de TOURCOING qui, malgré les calomnies et les injures de la réaction d'une part, et de pseudo-révolutionnaires de l'autre, verront, ce soir, leur entente couronnée par le succès.

A DENAIN, la victoire de la municipalité sortante n'est pas douteuse ; mais y aurait-il balottage pour quelques sièges — et la chose n'est pas à prévoir, — que les radicaux qui ont formé une liste en opposition aux faux républicains, espèrent loulard, n'hésiteront pas un instant à faire bloc avec les socialistes du Parti Ouvrier Denaisien, pour fermer l'entrée de la mairie à un seul réactionnaire !

A Douai, à Valenciennes, à Cambrai, à Dunkerque, à Hazebrouck, à Caudry, à Fournies, à Bailleul même, les partis républicain, radical et socialiste, tiennent le bon bout de la corde et ils triompheront de toutes les échecs, à la seule condition que, dans chacune de ces localités, les travailleurs aient conscience de la souveraineté que leur est dévolue pour quelques heures et qu'ils l'appuient au service de leur classe.

Dans le Pas-de-Calais, les municipalités républicaines et socialistes sortantes, — Lens, Liévin, Hénil-Liéard, etc., — retrouveront une majorité fidèle malgré la campagne abominable menée contre elles par les compagnies minières, et le nôtre parti conquerra, en outre, de nombreuses communes jusqu'alors inféodées à la réaction.

On le voit donc, la situation générale est bonne dans notre région ; si, d'après les centres importants que nous venons de citer, on juge de l'ensemble, les élections d'aujourd'hui seront un écrasement pour la réaction.

Mais, pour en revenir à ce que nous disions en commençant, il faut que les électeurs ne perdent pas de vue que c'est surtout contre l'idée laïque, contre les réformes que les réactionnaires dirigent leurs efforts.

Leurs bulletins doivent donc être dirigés, ils doivent faire balie contre les candidats qui n'approuvent pas la politique du Bloc et qui voudraient nous ramener en arrière des rares progrès politiques et sociaux si difficilement réalisés depuis quelques années.

Pour la marche en avant, pour la République, pour le socialisme, nous devons voter, à l'heure décisive, il faut vaincre.

G. SIAUVE-EVAUSY.

A Lille

LA LUTTE DES PLACES

Le P. O. F. vient de faire afficher dans la ville entière un placard intitulé « Espérons ».

Nous tenons à donner à cette éducation une publicité encore plus grande, et nous la reproduisons en entier ci-dessous.

On y verra qu'après avoir fait traiter de vendus par leurs employés les socialistes indépendants de la mairie et ses adjoints nous traitent maintenant de fous.

Le malheur veut qu'ils n'aient pas tenté un autre tour de scrutin.

fin, et cette remarque vous sauve. — De quoi donc ? — Mais des galères, à ce que je crois. — Si nous en arrivons là, on ne m'aura pas vivant. — C'est égal, dit Mérotte, je me rétracte rien et je vous connais assez maintenant pour savoir que vous me reviendrez. — Et quand donc ? — Quand la meute dont vous me parlez tout à l'heure vous aura forcé, dit-elle. Cette comparaison cynégétique ne parut pas plaisante au maître de Mathalin. La vieille femme, après un silence, reprit la parole avec un ton d'autorité. — J'aurai la patience d'attendre. J'en suis sûre, nous nous reverrons. C'est vous qui viendrez à moi ou qui me rappellerez, je vous en réponds. — Prenez garde de vous tromper. — Vous verrez, et c'est pour cela que je vous laisse mon adresse. — Non, non, gardez-la, je vous en prie, répliqua Mathalin qui se morçait. — Chemin du Torou, après les marchands de riz, au coin de la rue du Pendu. — Ce domicile est tout à fait dans la cour locale, riposta le sordidass. Torou dit vous rappeler votre jeunesse, plus d'un mouton en est sorti sans aucun doute dans vos mains. Pendu ? qui sait ? — La vieille bâissa, voir ses dents de bête carnassière et sourit. — Maintenant, dit-elle, je n'ai plus rien à faire ici. Au revoir, marquis. Mathalin ne répondit pas. Quand elle fut sur le point de sortir, la vieille reprit : — C'est quand même, Vertheuil, c'est un conseil d'ami que je vous donne. — Elle sortit. Tout aussitôt, et sans perdre une minute, la vieille mégère se dirigea d'un pas décidé vers la demeure de madame Longval.

seul instant, malgré notre riposte véhémente, de prouver à qui, comment et combien nous nous étions vendus ; et M. César Guesquière, poursuivi par notre général pour avoir traité le « Réveil » de journal fond socialement, s'est dédit d'attester l'honneur du Tribunal correctionnel par la demande d'une remise au lieu d'y apporter la demande de remise de ses dits colporteurs.

Non, nous ne sommes pas fous, messieurs de la municipalité ; nous ne sommes pas plus fous que vous.

Nous avons été, et notre parti l'a été avec nous, indignés jusqu'à l'exaspération de l'accusation de vénalité portée contre nos amis par les dirigeants du P. O. F., que leur parti n'a pu dévouer car ils n'ont fait que ramener leurs accusations dans les colonnes de leur journal.

Mais dans notre exaspération, nous n'avons dit que la vérité, et leur affiche même en est la démonstration.

Et disent qu'ils n'ont pas d'argent pour répondre, et ils déposent leur argent à acheter qu'ils n'en ont pas ! Il n'est pas plus coûteux de contester ce que nous avons dit de l'usage fait par eux du pouvoir, non pas au profit de la classe ouvrière, mais au profit de leurs parents ; il n'est pas plus coûteux de contester qu'ils ont été les protecteurs des voleurs et les solliciteurs de Gallifet ; s'ils ne le font pas ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas d'argent, puisqu'ils ont reçu dix mille francs d'un aspirant candidat, c'est parce que nous n'avons dit que la vérité.

Qu'ils quittent donc ces airs de dédain qui ne sont que des aveux d'impuissance. S'ils n'ont pas d'argent pour nous répondre, nous leur offrons le moyen de prouver gratuitement que nous n'avons pas dit la vérité.

Devant n'importe quels arbitres, nous nous offrons de prouver tout ce que nous avons avancé ; et nous leur permettrons de prouver, s'ils le peuvent, que notre parti est un point de vue.

Quand vous voudrez, messieurs du P. O. F., et ça ne vous coûtera rien. Comme vous n'accepterez pas, un dernier mot avant l'ouverture du scrutin.

Si nous venons à l'avenir des inconvénients de la loi qui a fait insulter les socialistes indépendants, et à les traîner de vendus, quand on a, comme vous, abusé du pouvoir confié bénévolement par un prolétariat que vous avez trompé.

Allez, et ne recommencez pas.

Voici l'affiche de P. O. F. à laquelle nous répondons plus haut et qui, ne contestant rien, est l'aveu le plus piteux qui soit de la vénalité de tout ce qui a été dit et écrit à l'épithète de vendus adressée par les employés de la municipalité aux socialistes indépendants :

« Si on lit le « Réveil » en ce temps de période électorale, on est amené à se demander si ceux qui sont chargés de la rédaction ne sont pas détachés de la maison de santé d'Armentières, car on a l'impression de gens s'agitant éperdument dans la boue dans l'espoir d'un échec dans les votes ».

Si cela continue, et étant donné que parmi ces gens fureux, l'on doit retrouver certain docteur, nous serions sans peine prêts à être accusés d'avoir enlevé les coffres-forts de nos adversaires, poussés à des tentatives d'empoisonnement.

Comme tout cela serait risible, si ce n'était si écœurant !

Devons-nous dépenser notre temps, devons-nous dépenser notre argent à répondre à de pareilles sottises ?

Souvenons-nous des premières années de lutte où sous l'avalanche d'insultes et de calomnies de la part des mêmes partis et des mêmes journaux, nous allions droit à notre but.

Nous avons alors accompli bonne besogne. Aujourd'hui, l'on voudrait retarder notre marche en nous forçant à répondre dix fois à la même insulte.

L'on voudrait nous faire user nos épaules en nous faisant répondre à nos insultes ; nous ne nous laisserons pas faire. Comme au début de notre action, nous suivrons notre chemin, nous dédaignerons comme alors la fureur de nos adversaires et nous nous en allons venir à nous tous les socialistes, tous les gens honnêtes.

Que nos amis et nos ennemis ne prennent pas de dédain pour de l'inconscience ; nous n'oublions rien ; mais, fermement décidés au triomphe de nos idées, nous méprisons le ton dans l'indignité exclusif du Proletariat et de notre Parti, sans nous préter au calcul intéressé de quelques fous ambassadeurs.

Travailleurs, faites votre devoir ; nous saurons faire le nôtre.

Le Comité du Parti socialiste de France, et les candidats : DELOÏRY, GUESQUIERE, SAMSON, BEAUREPAIRE

Explications et Aveux

Un M. Baillet, qui s'attribue le titre de secrétaire du Syndicat des dragueurs de la Ville, a répondu par circulaire à ce qui a été dit sur la protection accordée par le maire de Lille aux employés municipaux coupables de détournement.

Ledit Baillet nous appelle naturellement Jésuites, et nous accuse « de